

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE
ET DE LA RECHERCHE

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXX

Avignon, 30 Novembre 1983

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

VAUCLUSE

O B J E T : Installations Classées.
Demande de régularisation.

AFFAIRE : Société LA CELATOSE - MONTEUX

REFERENCE : Transmission de la Préfecture de
Vaucluse - 2eme Direction - 3eme
Bureau -, en date du 18 Octobre 1983.

JHC/MC
n° 129 M/83

Rapport de l'Ingénieur Subdivisionnaire, Inspecteur des
Installations Classées

Par transmission citée en référence, Monsieur le
PREFET, Commissaire de la République du département de
Vaucluse, nous communique pour avis, une demande du 11 Octo-
bre 1983 par laquelle le Directeur de la Société LA CELATOSE
sollicite la régularisation administrative de son établissement
de MONTEUX à l'occasion de l'agrandissement de son installa-
tion.

Le Directeur rappelle dans son courrier, que l'usine
a fait l'objet d'une Déclaration qui a donné lieu à la délivran-
ce d'un récépissé le 8 Octobre 1975 au titre de l'exercice
d'une activité de cardage rangée sous la rubrique n° 73 de la
nomenclature des Installations Classées.

Le critère de classement de cette époque soumettait
l'établissement à simple déclaration.

Cependant, lors de la modification de la nomenclature
intervenue en application du décret du 9 Juin 1980, cette même
activité de cardage est passée du régime de la déclaration au
régime de l'autorisation en raison du seuil de classement
basé sur la notion de production.

EL DES W
SERVICE DE L'INDUSTRIE

.../...

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

REGISTRATION INDUSTRIELLE

C'est ainsi que cet établissement dont la capacité journalière de traitement était avant le 9 Juin 1980 de 15 tonnes, est devenue une installation classée soumise à autorisation sans que la Direction de cette usine ne songe à effectuer les démarches nécessaires à la régularisation de cette situation.

C'est seulement à présent que le Directeur actuel, à l'occasion d'un agrandissement du stockage, demande cette régularisation.

Nous donnons ci-après, les principaux éléments recueillis au cours de notre enquête sur cet établissement.

A. Renseignements généraux

LA CELATOSE est une société anonyme dont le siège social est à TOURCOING.

Son chiffre d'affaire qui a doublé en deux ans, est de 360 MF.

L'établissement de MONTEUX réalise à lui tout seul 25 % de ce chiffre d'affaire et exporte 10 à 15 % de sa production vers des pays de la Communauté Européenne (Italie, Grande Bretagne, République Fédérale Allemande) ainsi qu'au Moyen-Orient (Israël...).

L'effectif actuel de 86 personnes est susceptible de s'accroître de 10 % lors de la mise en service d'une nouvelle machine de "change élastique".

B. Aspect administratif

Les différentes activités exercées au sein de l'établissement sont les suivantes :

- n° 196 Bis/ Traitement de fibres végétales par cardage, la quantité de fibres à traiter étant supérieure à 8 tonnes par jour (85 T/j) - Autorisation
- n° 361 B 2°/ Installation de compression d'air - Déclaration
- n° 3.1°/ Atelier de charge d'accumulateurs - Déclaration
- n° 81 Bis/ Dépôts de matériaux analogues au bois, papiers, cartons - Déclaration

C. Aspect technique

Cet établissement fabrique des tampons absorbants pour l'hygiène de la femme et l'enfant à partir de cellulose pure (pâte à papier dérivée du bois) qui constitue 80 % de la matière première.

Le défibrage de ce produit dans cinq appareils à carder donne naissance à une ouate emprisonnée à son tour dans des films de produits synthétiques non tissés du type viscosse ou polypropylène ou encore polyéthylène.

Cette opération s'effectue sur 5 lignes de machines qui fabriquent et conditionnent le produit dans sa forme commerciale.

La quantité journalière de fibres à traiter vient d'être portée récemment à 65 tonnes, ce qui constitue un quasi-quadruplement de la production.

Comme par ailleurs le stockage s'accroît également de 40 % environ, nous estimons qu'il s'agit là en sus de la régularisation, d'un changement notable au sens des articles 20 et 31 du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Aussi, suivant l'article 36 et conformément à l'article 37 de ce même décret, nous estimons que l'industriel doit fournir les pièces mentionnées à l'article 3 du décret et que son dossier est à considérer comme une demande d'autorisation soumise à la procédure habituelle.

Conclusion

Bien que l'ignorance de la législation ait conduit l'industriel au dépassement du délai de six mois imparti pour déclarer son installation, il ne nous semble pas que ces faits involontaires puissent être considérés comme une faute intentionnelle et être sanctionnés comme tels.

Nous estimons en revanche que la régularisation doit être engagée selon les dispositions introduites par la Circulaire du Secrétaire d'Etat à l'Environnement du 10 Mai 1983 qui fixe notamment qu'une mise en demeure d'avoir à déposer un dossier sous un délai de trois mois, doit être adressée à l'exploitant assortie de mesures nécessaires à la protection de l'environnement.

./...

- 2 -

Dans ce cas précis et compte tenu des conditions dans lesquelles intervient cette régularisation, nous proposons que le présent rapport soit adressé à Monsieur le PREFET, Commissaire de la République de Vaucluse, avec un projet d'arrêté de mise en demeure ainsi qu'un projet de prescriptions